

ULTIMATUM

EXPRESS

Bulletin de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

Numéro spécial - 29 mars 2007

À la défense de l'éducation!

La gestion du financement des cégeps et universités est à la déroute. On donne des réductions d'impôts pour que les parents investissent dans les épargnes-études de leur progéniture, des crédits et des subventions sont alloués aux entreprises pour qu'elles utilisent les équipements publics, on renouvelle les parcs informatiques constamment, etc. Le tout tandis qu'on discrédite publiquement la gratuité scolaire, qu'on laisse les bibliothèques et les équipements pour les arts et la culture dépérir, qu'on précarise les emplois des professeur-e-s et chargé-e-s de cours.

Si aujourd'hui, 29 mars 2007, nous sommes dans la rue, c'est pour s'opposer à ces politiques gouvernementales qui font de l'éducation un projet rentable. Nous ne voulons pas que l'éducation réponde aux besoins du marché économique – et donc de l'intérêt privé d'actionnaires qui veulent des profits – mais bien aux principes d'accessibilité et de qualité de l'éducation pour assurer une pleine justice sociale. L'éducation est au cœur du tissu social. Le savoir se doit d'être accessible à tout le monde.

Des lobbys persévérants

En tant qu'étudiants et étudiantes, nous avons à cœur la défense du réseau de l'éducation. Or, nous ne sommes pas les seuls! Chaque jour, nous devons lutter contre les intérêts corporatifs qui y perçoivent une capitalisation possible. Les mêmes soupers de galas et les liens familiaux intimes qui unissent la classe politique et la classe économique sont difficilement attaquables. Mais ô combien importants à dénoncer!

Par exemple, le Conseil du patronat du Québec (CPQ) recommandait le dégel des frais de scolarité pour pallier au sous-financement lors de son passage à la Commission de l'éducation en 2004. Le CIRANO, le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, soutient pour sa part, dans son rapport Bourgogne sur les frais de scolarité, qu'il faut non seulement les dégeler mais les déréglementer, c'est-à-dire établir un prix d'entrée d'après le programme d'études. De surcroît, la gratuité scolaire serait totalement irréaliste à leurs yeux. La lutte pour le

droit à l'éducation est donc une question idéologique. Les Jeunes de la Chambre des Commerces de Montréal (JCCM) sont d'ailleurs un puissant lobby contre la gratuité scolaire. Et lorsque le gouvernement écoute les « jeunes », il est bien évident qu'ils et elles deviennent un acteur légitime incontournable étant donné leurs positions convergentes.

Lorsque l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante défend le droit à l'éducation, c'est dans une perspective de justice sociale, de reprise en main du politique par l'ensemble de la population et de solidarité sociale. C'est

C'est dans la rue que son pouvoir est contesté. Encore aujourd'hui, avec les menaces d'application de la loi 142 qui planent au-dessus de nos têtes et le harcèlement des services policiers pour tout connaître de nos faits et gestes en tant que mouvement social, l'État démontre que la répression est une arme.

Les administrations locales usent elles aussi de tactiques pour décourager l'engagement militant, entre autres avec des menaces d'expulsion sur les campus pour avoir contrevenu à des règlements de libre-circulation (en pleine distribution de tracts!) ou de monopole avec des entreprises privées (distribution de nourriture gratuite!). La Fédération des Cégeps et la CRÉPUQ préfèrent recommander l'application de lois répressives et l'augmentation des frais afférents que d'appuyer les luttes étudiantes pour une éducation gratuite et libre de l'intervention des entreprises privées.

Si l'État veut nous criminaliser, qu'il le fasse collectivement. S'il veut nous endetter avec des amendes, qu'il le fasse également, nous croulons de toute façon déjà sous les dettes d'études. Nous restons solidaires. Nous restons mobilisé-e-s. Nous restons

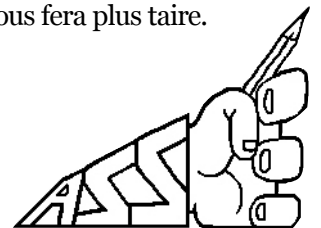
pour une éducation gratuite, de qualité et accessible à tous les niveaux et personne ne nous fera plus taire.



donc éminemment une lutte idéologique. Les JCCM, le CPQ ou le CIRANO, malgré le fait qu'ils agissent sous le couvert de l'« intérêt général », défendent une logique de création de la richesse. Mais comment cette richesse est répartie?!? La question n'y est-elle pas sous-jacente? À des intérêts différents, c'est une vision différente de l'éducation qui y est défendue. À nous de défendre la nôtre!

La répression, une arme de l'État

Lorsqu'on critique les politiques de l'État et, surtout, lorsqu'on défend concrètement notre cause dans la rue, l'État n'a peine à user de répression pour nous faire taire. Parce que nous démontrons clairement que l'État par sa gestion de coupures et de privatisation ne nous représente pas, nous nous opposons de façon incisive à son pouvoir.



Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

2570 rue Nicolet, local 301
Montréal, Québec, H1W 3L5
(514) 390-0110

<http://www.asse-solidarite.qc.ca>

Pour joindre le Conseil exécutif :
executif@asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre le Comité journal :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

La gratuité scolaire : seule option viable!

On entend souvent que le contexte politique actuel n'est pas propice pour réclamer la gratuité scolaire. Que tant que le gel n'est pas complètement assuré, nous devrions nous contenter de revendiquer le maintien du gel, car celui-ci est une étape vers la gratuité scolaire. Cependant, plusieurs raisons ont poussé de nombreuses associations étudiantes du Québec, membres et non-membres de l'ASSÉ, à demander plus que le gel.

La première chose dont on doit se rappeler est que le gel n'est qu'un mythe. En effet, si le gel existe, comment se fait-il que la facture étudiante grimpe chaque année par le biais des frais afférents? Force est d'admettre que le gel des frais de scolarité n'existe pas, qu'il s'agit d'un mensonge éhonté, répété depuis de nombreuses années par les différents partis politiques dans le seul but d'attirer l'électorat étudiant. Ainsi, comme le « gel » permet aux frais liés à l'éducation d'augmenter chaque année, il est clair qu'il est tout sauf une étape pour atteindre la gratuité scolaire.

Il est vrai que le principe de la gratuité scolaire va à l'encontre de

l'idéologie néolibérale qui domine actuellement l'ensemble des sociétés occidentales. Il est donc difficile d'amener la gratuité scolaire sur la place publique, car celle-ci va à l'encontre des intérêts des dirigeants et dirigeantes économiques et politiques. Malgré tout, depuis 2005, les militants et militantes en faveur de la gratuité scolaire ont réussi à faire de cette dernière un incontournable du débat sur les frais de scolarité. De plus en plus d'associations étudiantes se positionnent en faveur de celles-ci. Le « contexte favorable » est en train de se bâtir grâce aux efforts acharnés de militants et de militantes. L'ASSÉ et les autres associations étudiantes progressistes n'ont pas d'autres choix que de compter sur leurs propres moyens pour arriver à leurs fins, car dans une société où le néolibéralisme est en pleine croissance on ne peut pas compter sur l'État pour nous épauler. Il faudra le confronter pour gagner.

Lors de son Congrès d'automne, l'ASSÉ a décidé de tenir une manifestation le 29 mars. Cette date est donc prévue depuis longtemps. Cependant, la conjoncture politique a voulu que notre manifestation se

tienne peu après l'élection d'un nouveau gouvernement provincial. Ce hasard politique, contrairement à ce que certaines personnes affirment, est loin de nous être défavorable. Aujourd'hui nous ne sommes pas dans la rue pour demander des promesses aux différents partis politiques, nous manifestons pour exiger un réinvestissement massif en éducation qui permettra la gratuité scolaire, l'amélioration des ressources et services en éducation sans intervention du secteur privé et la mise en place d'un système de garde public pour les parents-étudiants. Nous prenons la rue pour dire au nouveau gouvernement que, peu importe ce qu'il a promis, nous voulons des agissements concrets qui permettront au Québec d'améliorer l'accessibilité et la qualité de son réseau d'enseignement post-secondaire.

Finalement, il est temps que le gouvernement réponde à nos revendications plutôt que ce soit nous qui réagissions à ses attaques. La démocratie est plus que de voter aux quatre ans, elle se vit tous les jours, dans les rues. La gratuité scolaire, nous l'obtiendrons par la lutte. La manifestation d'aujourd'hui n'est qu'un début, continuons le combat!

De la grève pour la défense de nos droits

Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement minoritaire du Parti libéral du Québec et l'Action démocratique du Québec comme opposition officielle, l'accessibilité et la qualité de l'éducation sont en danger et nous devons prendre tous les moyens nécessaires pour défendre ces deux principes qui nous sont chers. Les moyens qui sont à notre disposition sont malheureusement, somme toute, limités. Le message que nous envoyons aujourd'hui au gouvernement par notre présence a une importance particulière parce qu'elle démontre notre volonté à défendre l'éducation publique, gratuite et de qualité. Toutefois, il ne s'agit là que d'une étape dans le long combat qui nous attend avec le gouvernement, quel qu'il soit, et cette manifestation ne sera pas suffisante en soi pour protéger le droit à l'éducation

En effet, si ce gouvernement décide d'aller de l'avant avec le dégel des frais de scolarité ou avec toute autre contre-réforme nuisible à notre vision de l'éducation, nous devons le faire reculer d'une manière ou d'une autre. Pour y parvenir, nous devons forcer la main du gouvernement non

pas par la menace de ne pas le réélire dans quelques années, mais bien en bloquant, entre autres, les activités académiques en réponse à toute attaque contre l'éducation. Par la grève. Nous ne savons que trop bien les intérêts économiques qui sont en jeu et c'est pourquoi nous croyons que seul un blocage des activités académiques, doublé de blocages économiques, permettra de faire plier le gouvernement. En effet, celui-ci fonctionne avec des calculs de type « coûts-bénéfices » et ce n'est que si les coûts engendrés par une grève sont supérieurs aux bénéfices amenés par une coupure dans l'éducation que le gouvernement reviendra sur sa décision. C'est pourquoi les pétitions et les rassemblements symboliques, bien que nécessaires à la mobilisation et à la diffusion de nos idées dans la société civile, ne suffisent pas à influencer les décisions de la classe politique dirigeante.

Tant et aussi longtemps que le gouvernement ne craindra pas une riposte immédiate du mouvement étudiant à toute attaque envers la qualité et l'accessibilité des études, la grève sera notre seul recours. Si nous

voulons nous faire respecter par celui-ci afin qu'il écoute nos revendications, nous nous devons de bâtir notre rapport de force face à l'État. Ce n'est que lorsque nous détiendrons ce rapport de force permanent face à l'État que la seule menace de faire la grève sera suffisante à empêcher la mise en place de contre-réformes ou de toute autre forme d'agression à l'éducation. Ce n'est qu'à ce moment que le mouvement étudiant pourra passer à l'attaque et imposer ses priorités à l'ordre du jour du gouvernement.

C'est pourquoi nous devons dès maintenant nous préparer à considérer la possibilité de faire une grève générale illimitée à l'automne si le gouvernement augmente les frais de scolarité au printemps ou à l'été, moments où le mouvement étudiant ne peut pas agir. Dans cet ordre d'idées, l'ASSÉ prépare déjà un Congrès sur cette question le 7 avril prochain au Cégep Bois-de-Boulogne, à Montréal.

Il est donc primordial de se préparer pour le Congrès et pour la grève générale illimitée!